



National
Defence Défense
nationale

CORPORATE SECRETARY

DIRECTOR ACCESS TO INFORMATION AND PRIVACY



Enquête systémique de la CI sur la **Défense Nationale**

Rencontre communautaire du SCTC

26 février 2021

Canada



OBJECTIF

- Donner une vue d'ensemble de l'enquête systémique du Commissariat à l'information sur le traitement des demandes d'Accès à l'information à la Défense Nationale
- Vue d'ensemble de la chronologie
- Ce que nous avons fait et comment nous l'avons fait
- Le plan d'action
- Rendement de l'Accès à l'information
- Prochaines étapes et leçons apprises





VUE D'ENSEMBLE

- Facteurs ayant conduit à l'enquête systémique
- Contexte MND
- Processus d'enquête

Question d'accès : Neuf recommandations concernant le traitement des demandes d'accès à la Défense nationale

Rapport spécial présenté au Parlement par le Commissariat à l'information du Canada

Le 22 juillet 2020

Télécharger la version PDF



Par l'entremise de ce rapport spécial présenté au Parlement, je vous fais part des résultats de ma récente enquête systémique sur la façon dont le ministère de la Défense nationale (MDN) traite les demandes d'accès à l'information et y répond.

Introduction

J'ai lancé cette enquête sur le traitement global, par le MDN, des demandes d'accès à l'information à la suite d'allégations sérieuses formulées durant les audiences préalables au procès du vice-amiral Mark Norman en 2018, en plus des conclusions que j'ai tirées dans le cadre d'une enquête antérieure mettant en cause le Cabinet du Juge-avocat général, selon lesquelles le MDN avait indûment prélevé de l'information pour répondre à une demande. Les préoccupations soulevées par ces conclusions et allégations ont justifié une intervention immédiate, d'où mon obligation d'enquêter davantage.

Ce rapport se penche sur neuf points distincts qui, à mon sens, avaient une incidence importante sur la capacité du MDN à traiter les demandes d'accès.

De plus, de l'information relative au traitement d'une demande d'accès liée au vice amiral Norman a été portée à mon attention au cours de l'enquête, qui, selon moi, constitue une preuve de la perpétration possible d'une infraction à la Loi sur l'accès à l'information. Comme les enquêtes sur de telles infractions ne relèvent pas de ma compétence, j'ai divulgué cette information au procureur général du Canada en février 2019.

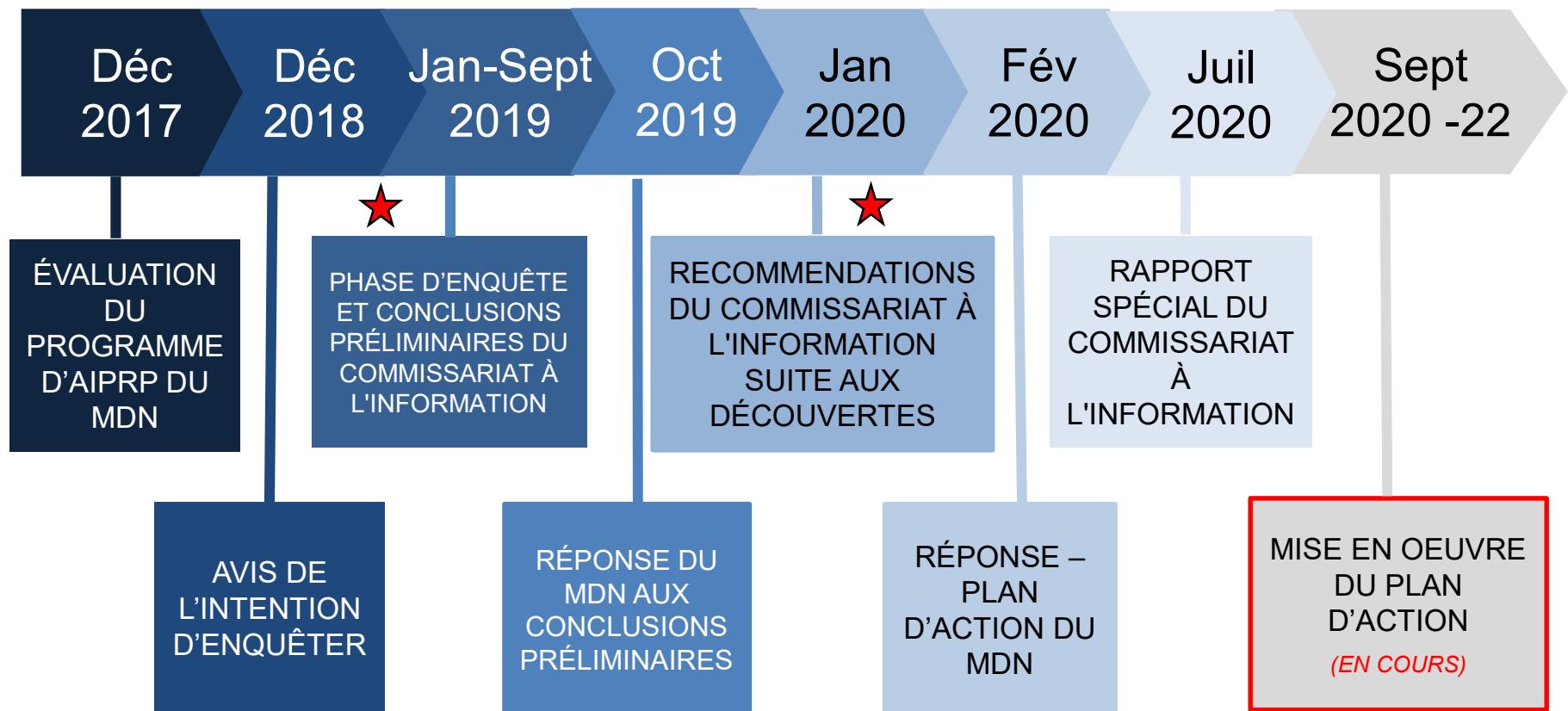
Par la réalisation de cette enquête et la publication de ce rapport, j'essaie non seulement de donner au MDN, mais aussi à d'autres importantes institutions décentralisées étant assujetties à la Loi, une orientation claire sur les mesures à prendre afin d'améliorer le traitement des demandes d'accès.

Alors que le gouvernement commence à se remettre des répercussions de la pandémie sur ses activités et qu'il examine la façon dont il fonctionnera à l'avenir, mes conclusions devraient présenter un intérêt supplémentaire pour les institutions à l'échelle du gouvernement. Dorénavant, il sera absolument nécessaire que toutes les institutions suivent des pratiques rigoureuses de gestion de l'information et utilisent judicieusement la technologie.

Le leadership de la haute direction est indispensable pour influencer un changement de culture au sein de l'organisation, les pratiques en matière de gestion de l'information et les protocoles de communication interne en vue d'assurer la conformité à la Loi. D'ailleurs, par suite de mon enquête, le ministre de la Défense nationale et son sous-ministre sont maintenant au fait de quelques outils et pratiques nécessaires pour assumer leurs responsabilités en matière d'accès à l'information et y répondre de manière satisfaisante. Il incombe donc à ces dirigeants de se faire les champions d'une nouvelle approche et d'adopter ces outils et pratiques afin de provoquer les changements nécessaires au sein du Ministère – les Canadiens n'en attendent pas moins.

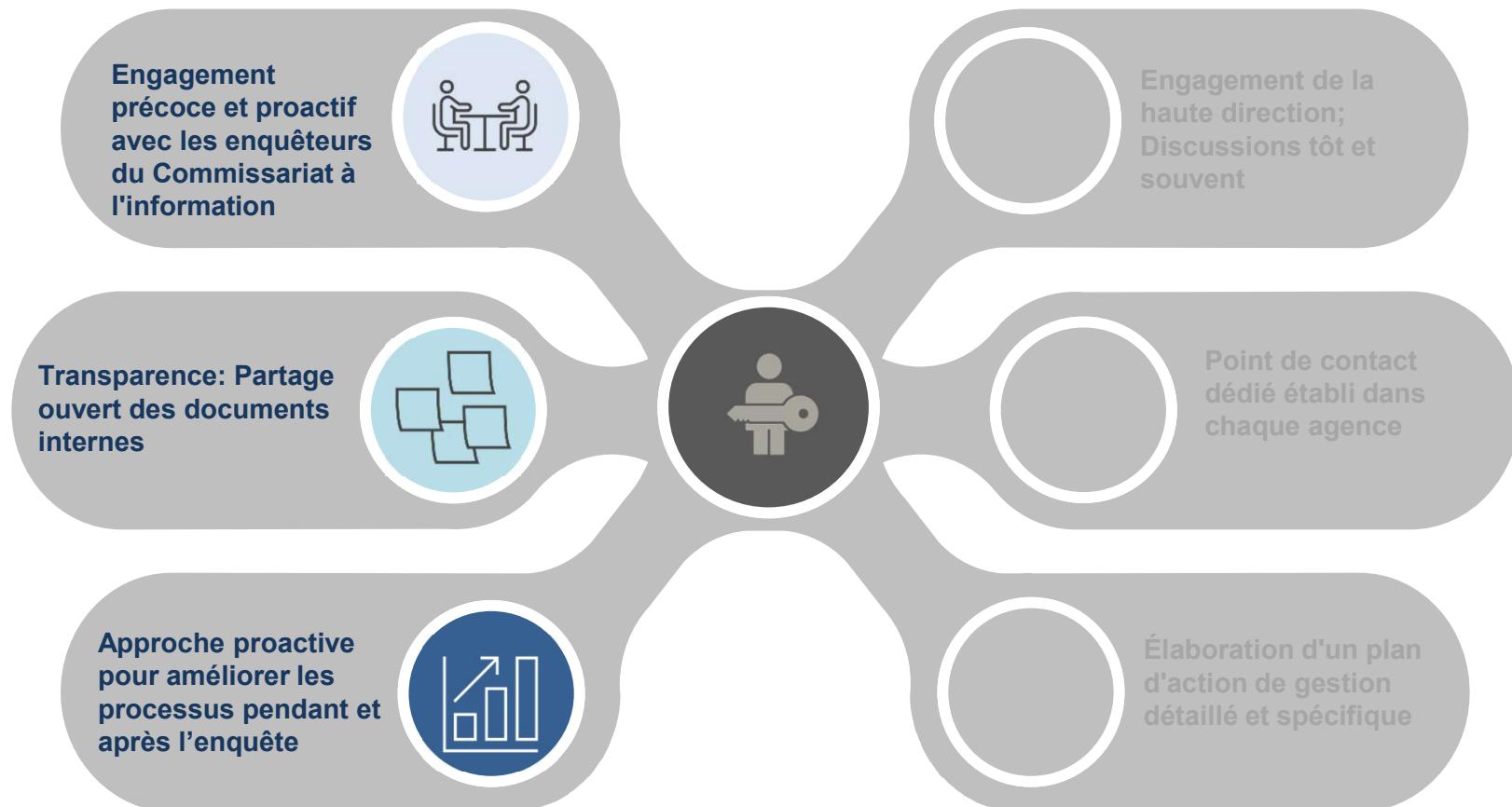


VUE D'ENSEMBLE DE LA CHRONOLOGIE





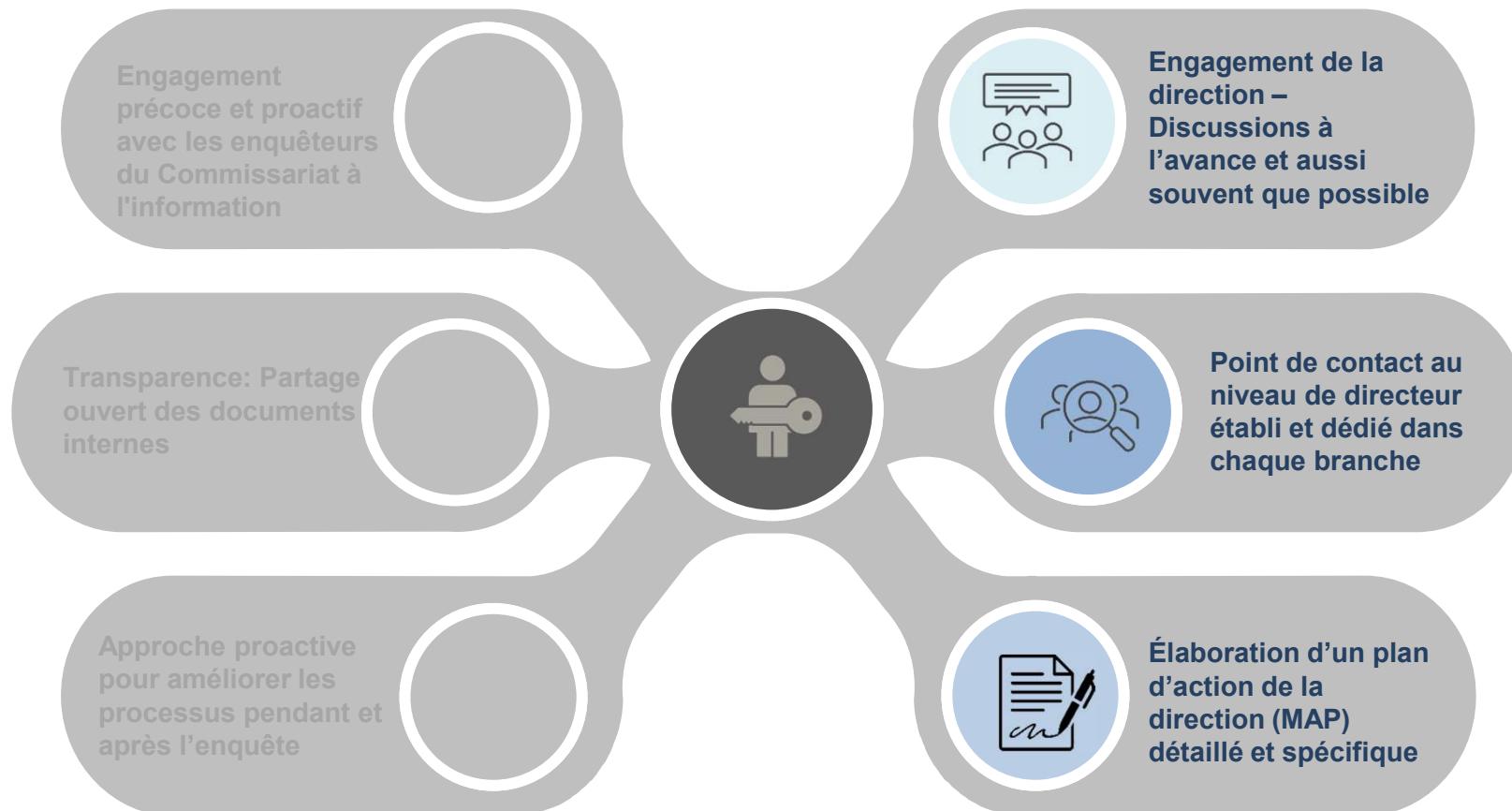
CE QUE NOUS AVONS FAIT – L' enquête





COMMENT NOUS L'AVONS FAIT–

La mise en oeuvre





LE PLAN D'ACTION



COMPLÉTÉ

OIC Systemic Investigation: Management Action Plan

TOPIC	COMMISSIONER'S RECOMMENDATIONS	DND COMMITMENTS	ACTION ITEM	OPI	TARGET DATE	PROGRESS	VERIFIABLE EVIDENCE / COMMENTS
1. Splitting and re-scoping requests	Establish clear criteria to safeguard the original intent of the request during the proposed "check back" step Share the SOP with OIC by April 2020	1.1 Develop a standard operating procedure (SOP) that includes a "check back" step to ensure that the original intent of the request is met 1.2 Implement the new SOP by March 2020	1.1.1 Develop SOP that clearly establishes criteria to ensure the safeguard of the original intent of the request during the proposed "check-back" process. 1.2.1 Provide SOP and implementation plan to the OIC. 1.2.2 Communicate updated SOP and expectations for ensuring the original intent of the request is retained to DAIP staff.	Corp Sec/DAIP	Apr, 2020	CLOSED 100% complete	DAIP SOP has been updated and provided to analysts for reference/use. SOP was implemented. A copy of SOP and Implementation plan provided to OIC on 29 April, 2020.
2. Reference material for tasking	Create and maintain reference documents, with a common format, about departmental programs to assist TLOs Add maintenance of these documents to the responsibilities of the TLOs.	2.1 Develop and maintain a reference document listing that explains the programs and mandate of each branch/OPI, as well as key areas of interest	2.1.1 Develop document reference template that will capture L1 programs and mandate information 2.1.2 Template will be completed by Corp Sec first to be used as a sample for L1s to create their respective documents in 2.1.3 2.1.3 L1s to complete the reference document and maintain this document; update as changes occur and inform DAIP of changes	Corp Sec/DAIP	Apr, 2020	CLOSED 100% complete	The ATIP L1 Reference Document template was developed. Template_L1 Reference doc for tasking (EN/FR) https://gcdocs.gc.ca/forces/l1isapi.dll/link/29670592 https://gcdocs.gc.ca/forces/l1isapi.dll/link/30043536
				Corp Sec/DAIP	Sept, 2020	CLOSED 100% complete	FINAL_Corp Sec reference doc for tasking (EN/FR) https://gcdocs.gc.ca/forces/l1isapi.dll/link/29057170 https://gcdocs.gc.ca/forces/l1isapi.dll/link/30095272
				L1s	Oct, 2020	CLOSED 100% complete	Sept 15 2020 message to L1s re ATIP L1 Reference Document.msg https://gcdocs.gc.ca/forces/l1isapi.dll/link/30199804 2020 L1 Tasking Reference document for tasking https://gcdocs.gc.ca/forces/l1isapi.dll/link/29810562 2020 L1 Tasking Reference Documents (pdf versions) https://gcdocs.gc.ca/forces/l1isapi.dll/link/30109304



Mesure du rendement

National Defence
Defense nationale

Deputy Minister
Sous-ministre

National Defence Headquarters
Ottawa, Ontario
K1A 0R2

Quartier général de la Défense nationale
Ottawa, (Ontario)
K1A 0R2

LETTER OF AGREEMENT: COMPLIANCE WITH THE ACCESS TO INFORMATION ACT

Your direct support is required in fulfilling departmental accountabilities and statutory obligations as they relate to the *Access to Information Act* (ATIA). The Department's civilian and military workforce are equally responsible for upholding both the spirit and letter of the ATIA. All DND employees and CAF members must be aware of their respective obligations. DAOD 100-1, Access to Information Act Requests (attached) identifies your specific L1 responsibilities. We must all exercise adequate oversight to ensure compliance. Your direct involvement and direction to your staff in this matter are required.

As a senior leader of the Defence team, I, the undersigned, commit to:

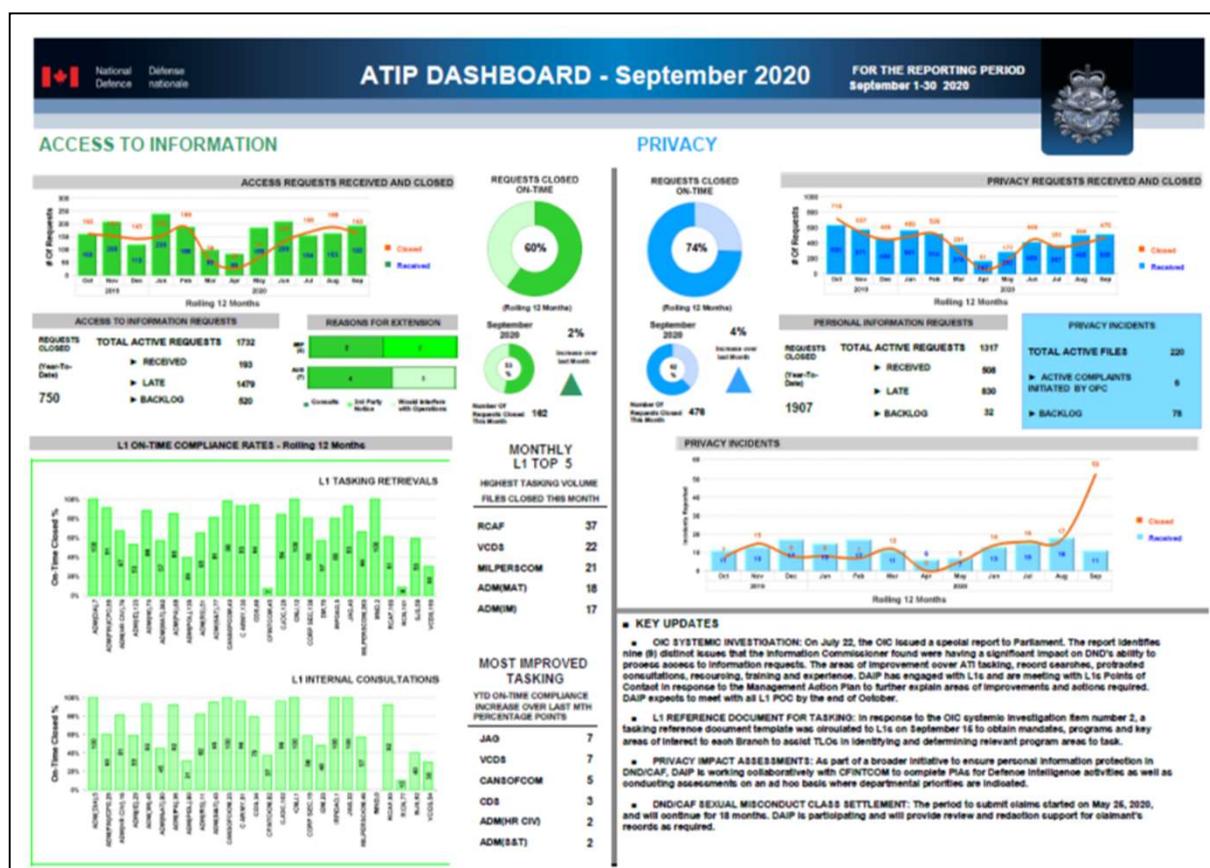
- Provide all relevant records within the deadlines set by DAIP and include appropriate rationales. This includes rationales for any nil returns as well as identifying sensitivities;
- Support the resolution of any issues or challenges that arise in the processing of ATI requests;
- Contribute to meaningful improvement regarding the percentage of on time responses, assessments, retrievals, and files returned due to quality issues;
- Ensure deadlines for ATI requests are monitored, with appropriate follow-up and escalation;
- Provide leadership in the review of processes and procedures to identify areas for improvement; and
- Assist in the conduct of the search process by ensuring that searches are comprehensive within my organization and consider both the letter and the intent of the request.

Compliance with the expectations articulated above will be assessed regularly by way of a monthly ATI dashboard, and you will be held individually responsible for non-compliance as clearly identified in paragraph 10 of the above mentioned DAOD.

[Signature] 24 Nov 20
Lieutenant-General
M. N. Rousseau
Vice Chief of the Defence Staff

[Signature] Jody Thomas
Jody Thomas
Deputy Minister

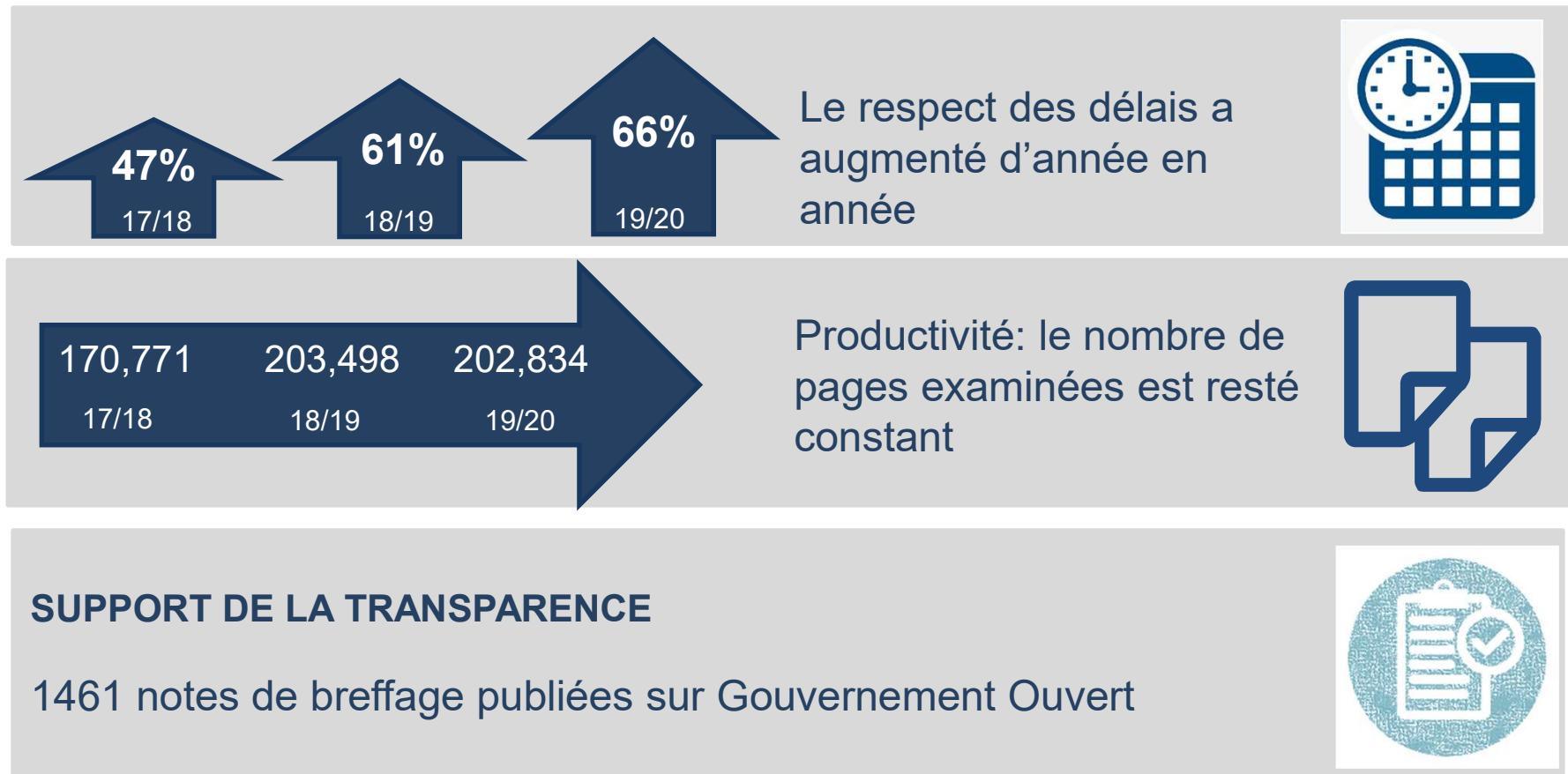
Canada





PERFORMANCE DE L'ACCÈS À L'INFORMATION

Comparaison de la performance entre “l’alerte rouge” et l’année fiscale 19/20





PROCHAINES ÉTAPES

- Compléter les activités du plan d'action de la direction (MAP); en voie de completion pour 2022
- Accent continu sur l'amélioration des processus d'AIPRP
- Surveiller, évaluer et rendre compte du rendement aux comités de gouvernance au niveau supérieur
- Transparence: publier le rapport final sur les améliorations



LEÇONS APPRISES

- La collaboration est clé!
- L'engagement et le soutien de la haute direction sont essentiels au succès
- Mettre en oeuvre les améliorations le plus tôt possible
- Réunions de coordination hebdomadaires pour maintenir les activités sur la bonne voie
- Consulter un échantillon de BPR(OPI)/parties concernées pour obtenir des commentaires avant d'établir les mesures à prendre
- Contacter les parties concernées avant la mise en oeuvre des éléments d'action



COMMENTAIRES & QUESTIONS

